

La maîtrise du drainage dans le marais poitevin

Rappel du contexte

La question du drainage dans le Marais poitevin présente une sensibilité toute particulière au regard du risque de contentieux communautaire. En effet, l'arrêt de condamnation de la Cour de Justice des Communautés Européennes de 1999 mentionne explicitement la pratique du drainage comme une forme de dégradation de la zone humide du marais poitevin.

Si depuis le début des années 2000 et jusqu'en 2010-2011, la situation était relativement stabilisée en termes de superficie drainée, en revanche une reprise sporadique de travaux de drainage a été constatée au cours de ces dernières années.

Dans le contexte de la création de l'Etablissement public du Marais poitevin, l'Etat a été amené à arrêter une doctrine en matière de travaux de drainage sur le territoire du Marais poitevin et à harmoniser les règles d'instruction des demandes de drainage.

C'est ainsi que, lors du Conseil d'Administration du 19 juin 2012, la politique de l'Etat en matière de drainage dans le Marais poitevin a été arrêtée et présentée à l'ensemble des administrateurs.

Elle se traduit synthétiquement par les dispositions suivantes :

- interdiction de drainer en marais mouillé et en site Natura 2000
- autorisation en marais desséché avec compensation significative en fonction des enjeux liés aux fonctionnalités écologiques
- application des deux règles précédentes pour les drainages effectués sans autorisation

Les enjeux

L'application de la doctrine de l'Etat en matière de drainage sur le marais poitevin se décline en 3 volets :

- une information de tous les acteurs concernés (agriculteurs, entrepreneurs...)
- une procédure d'instruction par les services de l'Etat harmonisée sur l'ensemble du Marais poitevin
- des procédures mises en œuvre par les services de l'Etat, en cas de manquement au dispositif réglementaire, vis-à-vis de leurs auteurs.

Enfin, il a été convenu qu'un état des lieux sur le drainage serait tenu à jour par les services de l'Etat et présenté régulièrement en Conférence Administrative du Marais poitevin et en Conseil d'Administration.

➤ La communication

Une note d'information (jointe en annexe) a été préparée à l'intention du public concerné par l'application de la doctrine de l'Etat en matière de drainage dans le Marais poitevin. Elle reprend de

manière synthétique les dispositions qui ont fait l'objet de la communication en Conseil d'Administration le 19 juin 2012.

La diffusion de cette note est assurée par les services départementaux auprès des organisations socio-professionnelles selon des modalités locales, notamment via les chambres d'agriculture.

- L'instruction harmonisée des demandes de drainage par les services de l'Etat :

Le volume des demandes de drainage est inégalement réparti sur le territoire, la pression étant essentiellement ressentie en Charente-Maritime.

Département	Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vendée	
Année	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Demandes Déposées	13 (265 ha)	0	0	0	1	1 (4 ha)
Travaux Autorisés	0	0	0	0	1*	0
Travaux non autorisés	13 (dont 3 en N2000)	0	0	0	0	1

* recours en contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes depuis le 23 septembre 2011.

Ainsi, mis à part 1 dossier autorisé en Vendée en 2011 qui fait l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif, aucune demande de drainage n'a reçu d'autorisation à la suite de son instruction par les services de l'Etat.

- Contrôle des infractions et poursuites

Face à la doctrine affichée par l'Etat en matière de drainage, certains maîtres d'ouvrage réalisent des travaux malgré le refus opposé à leur demande ou bien s'exonèrent de déposer une demande d'autorisation.

Dans ces circonstances, et lorsqu'ils en ont connaissance, les services de l'Etat dressent des procès-verbaux puis adressent des mises en demeure de déposer sous 6 mois des dossiers de demande d'autorisation en conformité avec la loi sur l'eau.

Par département, la situation se présente de la façon suivante :

Département	Charente-Maritime	Deux-Sèvres	Vendée
Nombre de PV	17 (7 en 2011 et 10 en 2012)	0	1
Nombre de mises en demeure	17 (14 en 2012 et 3 en 2013)	0	0
Recours contre mises en demeure	16 (14 en 2011 et 2 en 2013)	0	0
Surfaces concernées	413,80 ha	0 ha	4 ha

Conclusion et Perspectives :

La politique de l'Etat en matière de drainage dans le Marais poitevin, telle qu'elle a été affichée au Conseil d'Administration de l'EPMP le 19 juin 2012, porte aujourd'hui ses fruits. La doctrine dorénavant en vigueur est à présent connue du monde agricole.

Ainsi, aucune demande de nouvelles surfaces à drainer n'a été autorisée. Les travaux qui se sont cependant réalisés en 2011 et 2012 ont tous donné lieu à procès-verbal, puis à mise en demeure adressée à leurs auteurs de se conformer à la loi sur l'eau dans un délai de 6 mois. Ils représentent une surface d'environ 418 ha.

Ces procédures sont en cours. Elles sont contestées par les agriculteurs en cause.

Dans un courrier adressé le 4 mars 2013 aux services de l'Etat concernés, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité a confirmé le bien-fondé de poursuivre les procédures administratives engagées.

L'Etablissement public du Marais poitevin, quelquefois informé par des observateurs locaux que des travaux de drainage se réalisent en dehors de toute procédure, prévient aussitôt les services de l'Etat compétents, pour enquête et suite à donner.

Ainsi, une vigilance est en place sur l'ensemble du territoire et avec l'action des services de l'Etat, toute velléité à l'extension non maîtrisée du drainage dans le Marais poitevin est désormais contenue.
